

DIAL

L'actualité en bref - novembre 2005

Nicolas Pinet

jeudi 1er décembre 2005, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

AMÉRIQUE LATINE

12 pays d'Amérique latine éliront leur président dans les 12 mois à venir. Après le Honduras, dimanche 27 novembre, ce sera le tour du Chili (14 décembre), de la Bolivie (18 décembre), et sans doute d'Haïti - la date n'ayant pas encore été définie. L'année suivante, le Costa Rica élira un nouveau président en février, le Pérou et la Colombie feront de même en avril, le Mexique en juillet, le Brésil, l'Equateur et le Nicaragua en octobre et le Venezuela en novembre.

Vendredi 4 et samedi 5 novembre s'est tenue le IV^e Sommet des Amériques dans la station balnéaire argentine de Mar del Plata. Le 1^{er} sommet, réunissant les 34 membres de l'Organisation des Etats américains (tous les pays du continent sauf Cuba, suspendu depuis 1962) avait eu lieu en 1994 à Miami. Le sommet avait cette fois pour thème « créer des emplois pour réduire la pauvreté et fortifier la gouvernabilité démocratique », mais les débats ont majoritairement porté sur le projet de création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ALCA en espagnol). Un groupe de pays souhaitait que la déclaration finale fasse état d'un engagement explicite à reprendre les négociations. Cette position, défendue par le président mexicain Vicente Fox et soutenue par les Etats-Unis, le Canada et 25 pays latino-américains a rencontré l'opposition des pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) et du Venezuela - qui représentent 75% du PIB (produit intérieur brut) d'Amérique du Sud. Le différend a pris la forme d'échanges peu amènes entre le président mexicain et son homologue argentin, Néstor Kirchner, puis avec le président vénézuélien Hugo Chávez, provoquant de fortes tensions diplomatiques. Les présidents du Mercosur ont lié les négociations de l'ALCA aux discussions multilatérales au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont une nouvelle ronde de négociation doit se tenir à Hong Kong en décembre. Ils ont déclaré qu'ils attendaient une avancée des négociations initiées durant la ronde de Doha, notamment sur la question des subventions agricoles des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon, avant d'envisager une reprise des débats sur l'ALCA. Le président vénézuélien de son côté, le seul à participer au III^e e sommet des peuples qui s'est tenu en parallèle du mardi 1^{er} au vendredi 4, a, dans ce cadre, fait part de son désir que le projet soit définitivement « enterré ». Le Sommet alternatif a organisé, vendredi 4, une grande manifestation de protestation contre la présence du président états-unien dans la ville et le projet de zone de libre-échange, et s'est achevé par une réunion massive dans le stade principal de la ville, en présence du footballeur argentin à la retraite, Diego Maradona, revenu pour l'occasion de Cuba où il suit une cure de désintoxication, et du président vénézuélien. La déclaration finale du sommet présidentiel, adoptée samedi 5 après 6 heures de discussion, se fait l'écho des positions divergentes.

ARGENTINE

Le parlement municipal de Buenos Aires a voté, lundi 14 novembre, en faveur de l'ouverture d'un procès politique contre le chef du gouvernement de la ville - l'équivalent du maire - Aníbal Ibarra, un allié politique du président actuel, Néstor Kirchner. L'ouverture du procès, décidée par la Salle d'accusation par 30 voix sur 45, est associée à la suspension temporaire du chef de gouvernement, accusé de fautes dans l'exercice de ces fonctions après l'incendie de la discothèque Cro-Magnon le 30 décembre 2004, qui avait causé la mort de 194 jeunes (voir brèves de décembre 2004). Le vote ayant finalement eu lieu

malgré les pressions multiples de part et d'autre et la suspension d'une première session jeudi 10, du fait des manifestations bruyantes des familles des victimes à l'intérieur du parlement, il revient désormais à la Salle de jugement, constitué de 15 autres parlementaires, de juger de la responsabilité d'Ibarra dans l'incendie et de décider, ou non, de sa destitution et, éventuellement, d'une interdiction d'occuper d'autres charges publiques dans la capitale pendant 10 ans. Le chef du gouvernement municipal, élu pour la 1^{ère} fois en 1999 et réélu en 2003, a accusé le parlement d'être l'initiateur d'un coup de force contre lui et dénoncé les irrégularités du jugement politique en cours.

Lundi 21 novembre, le président argentin se réunissait avec son homologue vénézuélien à Ciudad Guyana, située à l'embouchure de l'Orénoque, au sud-est du Venezuela. Lors de la rencontre, consacrée aux questions énergétiques, divers accords ont été conclus. Le Venezuela s'est engagé à fournir 5 millions de barils de gasoil en un an, d'une valeur de 250 millions de dollars, que l'Argentine payera en nature avec la fourniture de bétail et de matériel hospitalier et agricole. Le pays enverra aussi du pétrole brut vers les raffineries argentines de La Brasa, et l'alliance des entreprises nationales PDVSA (Venezuela) et ENARSA (Argentine) s'étendra à la distribution, via l'implantation de stations services sur le sol argentin. Un accord prévoit la construction d'un gazoduc d'au moins 6 000 kms, qui reliera les zones d'exploitation du Venezuela, qui détient 56% des réserves de gaz du sous-continent, au Rio de la Plata, avec la participation du Brésil, de la Bolivie, du Paraguay et de l'Uruguay. Le Venezuela s'est aussi engagé à continuer à acquérir les bons de la dette extérieure argentine, qu'il a déjà acquis pour un montant de 950 millions de dollars. L'Argentine appuiera la candidature du Venezuela et tentera d'accélérer le processus d'entrée du pays comme membre de plein droit du Mercosur.

BRÉSIL

Après le Sommet de Mar del Plata, le président états-unien George W. Bush était en visite officielle au Brésil samedi 4 et dimanche 5 novembre. La Centrale unique de travailleurs (CUT) a organisé des manifestations dans une douzaine de villes du pays pour protester contre la visite du président états-unien. Malgré les désaccords multiples, le gouvernement de Lula pourrait représenter pour Washington une sorte d'allié « mou » et un facteur de stabilisation, dans une région en pleine évolution et dont certains dirigeants prennent des positions plus radicales, notamment au Venezuela, et, potentiellement, en Bolivie. Le Brésil de son côté, a intérêt à chercher des appuis à sa revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Un activiste âgé de 65 ans, Francisco Anselmo de Barros, luttant pour « sauver le Pantanal », un écosystème humide réparti entre le centre-ouest du Brésil, la Bolivie et le Paraguay, a décidé de s'immoler par le feu, samedi 12 novembre, à la fin de la manifestation de protestation de centaines de personnes à Campo Grande, la capitale de l'Etat de Mato Grosso do Sul, contre l'installation de distilleries d'alcool et d'industries sucrières dans une zone que la Constitution reconnaît comme patrimoine naturel national. La ministre de l'environnement, Marina Silva, a rendu visite à la famille du défunt, mardi 15, et s'en engagée à tout faire pour empêcher l'implantation de l'industrie sucrière dans le secteur de Pantanal, y compris par des actions judiciaires si cela était nécessaire.

D'après le dernier sondage réalisé par l'Institut Sensus, la popularité du président Lula a enregistré une nouvelle baisse depuis septembre, passant sous la barre des 50% (46,7% d'approbation) pour la 1^{ère} fois depuis son élection - il avait commencé son mandat avec 83,6% de popularité. Le gouvernement est, lui, passé de 35,8% d'approbation en septembre à 31,1% à la mi novembre, là aussi à cause du scandale de corruption qui touche le Parti de travailleurs depuis mai et qui implique désormais le ministre de l'économie, Antonio Palocci, qui pourrait être amené à démissionner dans les semaines qui viennent.

CHILI

Lors du sommet annuel du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC en anglais), qui s'est tenue à Pusan en Corée du Sud à la mi-novembre, les dirigeants chilien, Ricardo Lagos, et chinois, Hu

Jintao, ont signé un traité bilatéral de libre-échange qui entrera en vigueur par étapes dans les 5 années à venir. C'est le premier accord de libre-échange que la Chine signe avec un pays n'appartenant pas à l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN en anglais). La Chine est actuellement le deuxième partenaire commercial du Chili - derrière les Etats-Unis -, avec un volume annuel d'échanges de quasi 6 000 millions de dollars.

Le juge Carlos Cerda, responsable de l'enquête sur les comptes secrets de l'ancien dictateur Augusto Pinochet (1973-1990) à la Banque Riggs (Etats-Unis), a délivré mercredi 23 novembre, un ordre d'arrêt domiciliaire contre l'ancien général, fixant la caution nécessaire à l'octroi de la liberté préventive à 23 000 dollars.

L'ancien président péruvien, Alberto Fujimori, poursuivi pour violations de droits humains et corruption par la justice de son pays - qu'il a fui en février 2001 pour se réfugier au Japon, dont il possède la nationalité - est arrivé au Chili dimanche 6 novembre, avec, à l'en croire, l'intention d'y séjourner temporairement, avant de retourner au Pérou pour participer aux élections présidentielles du 9 avril 2006. Il défie ainsi la décision du congrès législatif péruvien, qui, le 23 février, l'a privé de ses droits politiques et interdit d'occuper toutes charges publiques pendant 10 ans, après sa fuite vers le Japon. Lundi 7, un juge chilien ordonnait sa détention préventive en réponse à la requête présentée par l'ambassade péruvienne.

COLOMBIE

Le VIII e Forum interethnique Solidarité Chocó (FISCH) a réuni à la mi-novembre 47 organisations indigènes, noires, de paysans, de femmes, de villageois et de syndicalistes du département du Chocó, au nord-ouest du pays. Le forum a rédigé et publié 4 lettres ouvertes dirigées respectivement aux dirigeants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), de l'Armée de libération nationale (ELN), des milices paramilitaires « Autodéfenses unies de Colombie » (AUC) ainsi qu'au président Alvaro Uribe. Les lettres, qui sollicitent chacune une réponse publique, affirment que « la guerre n'est pas le chemin et que les armes ne sont pas la solution » et exigent de « toutes les parties impliquées dans le conflit (gouvernements des Etats-Unis et de Colombie, paramilitaires et guérillas) de cesser la confrontation, d'entamer des négociations sérieuses de paix et de respecter la population civile ».

CUBA

La résolution présentée chaque année (depuis 1992) devant l'Assemblée générale de l'ONU et demandant la fin du blocus imposé par les Etats-Unis à Cuba depuis 1962 (et officieusement depuis 1959), a été une nouvelle fois approuvée, cette fois par 182 pays. Seuls 4 pays ont voté contre et un autre s'est abstenu. La déclaration finale du XV^e sommet ibéro-américain, qui s'est tenu le 14 et 15 octobre en Espagne, avait aussi réclamé la fin du blocus (voir les brèves d'octobre 2005).

HAÏTI

Des organisations non-gouvernementales états-uniennes ont déposé plainte devant la Commission interaméricaine des droits humains de l'OEA (Organisation des Etats américains) contre le Brésil et les Etats-Unis, pour violations à la Convention américaine sur les droits humains. Le Brésil, qui commande la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), est accusé de complicité dans l'assassinat de dizaines de civils désarmés dans des opérations de répression conduites par la MINUSTAH et la police haïtienne. Les Etats-Unis sont accusés d'avoir fourni des armes et entraîné la police nationale haïtienne, qui, selon la plainte déposée, est responsable de la majorité de la violence. S'appuyant sur les témoignages de victimes ou de témoins, et sur des vidéos des opérations, les ONG soutiennent que bon nombre de victimes civiles ne sont pas mortes accidentellement pendant les opérations, mais qu'elles ont

été « délibérément attaquées et assassinées ».

HONDURAS

Dimanche 27 novembre, les quelque 4 millions de citoyens du Honduras devaient élire leurs président, vice-président, 128 députés et 289 maires, lors de la 7^e élection depuis le retour de la démocratie en 1982. Les deux partis principaux, le Parti national et le Parti libéral, tous deux de centre-droit, se sont succédés au pouvoir depuis 1982. Selon les résultats partiels divulgués mardi 29 par le Tribunal suprême électoral (TSE), le candidat du Parti libéral, Manuel Zelaya l'emporterait sur Porfirio Lobo, président du Congrès législatif et candidat du Parti national, actuellement au pouvoir. L'écart réduit entre les 2 candidats et le temps mis par le TSE à se prononcer sur les résultats partiels ont fait régner un climat de vive tension dans le pays. La campagne a surtout été centrée sur la question de la délinquance, de l'insécurité urbaine et des « maras » (bandes de jeunes), les deux candidats promettant de durcir la loi « antimaras », qui allonge les peines contre les jeunes faisant partie d'une bande. Porfirio Lobo, partisan de la « tolérance zéro » telle qu'elle a été appliquée par l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani (1993-2001), proposait même de rétablir la peine de mort.

MEXIQUE

Fin octobre, le Congrès mexicain a approuvé la réforme constitutionnelle nécessaire à la reconnaissance de la juridiction du Tribunal pénal international (TPI) au Mexique. Le Statut de Rome sur le TPI, signé par le Mexique en septembre 2000, a été ratifié formellement devant l'ONU le 28 octobre, malgré les menaces de Washington. Le gouvernement états-unien avait en effet fait savoir à son voisin que s'il ratifiait le Statut de Rome et refusait de signer un traité bilatéral où il s'engagerait à ne pas livrer de soldats états-unien à La Hague si le TPI en faisait la demande, il suspendrait l'assistance financière (11,5 millions de dollars) octroyée aux programmes de lutte contre le trafic de drogue au Mexique, soit 40% du total de l'aide économique reçue par le Mexique de la part de son voisin. Le Mexique est ainsi le 100^e pays à ratifier le Statut de Rome que seuls 4 pays d'Amérique latine n'ont pas signé et ratifié (Chili, El Salvador, Guatemala et Nicaragua).

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.